INSTITUT
MONTAIGNE

Guerre en Ukraine : **nouvelle politique étrangère** pour la France

NOTE JUIN 2022

Think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. À travers ses publications et les événements qu'il organise, il souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique avec une approche transpartisane. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. Association à but non lucratif, l'Institut Montaigne réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 6,5 millions d'euros.

INSTITUT
MONTAIGNE

Guerre en Ukraine : **nouvelle politique étrangère** pour la France

NOTE – JUIN 2022

Il n'est désir plus naturel
que le désir de connaissance

À PROPOS DE L'AUTEUR

Michel Duclos est diplomate. Directeur adjoint du Centre d'analyse et de prévision du Ministère des Affaires étrangères de 1984 à 1987, il a été ambassadeur au COPS à Bruxelles de 2000 à 2002, puis représentant permanent adjoint de la France auprès des Nations Unies de 2002 à 2006, ambassadeur en Syrie de 2006 à 2009, il est conseiller diplomatique du Ministre de l'Intérieur de 2009 à 2012, puis ambassadeur en Suisse de 2012 à 2014.

Michel Duclos est diplômé de l'École nationale d'administration (ENA). Il est notamment l'auteur de *La longue nuit syrienne* aux éditions de l'Observatoire et a dirigé le livre *Le monde des nouveaux autoritaires*, co-édité par l'Institut Montaigne et les Éditions de l'Observatoire. Son dernier livre, *La France dans le bouleversement du monde*, est paru en 2021 aux Éditions de l'Observatoire.

TABLE DES MATIÈRES

I. Un bref état des lieux **7**

1. La guerre est de retour en Europe 7

2. La France était-elle bien préparée à l'épreuve de vérité que constitue cette guerre ? 7

3. Quelles autres premières leçons peut-on à ce stade tirer de la situation créée par la guerre? 9

II. Quel scénario pour l'avenir ? **11**

III. Quelle politique pour la France ? **13**

1. En Europe 13

2. Dans le grand jeu global 15

3. À plus long terme, face à la Russie 17

Conclusion **20**

Remerciements **21**

I

UN BREF ÉTAT DES LIEUX

1. La guerre est de retour en Europe.

La Russie de Vladimir Poutine en est sans conteste l'imprudent artificier. Pour tenter de cerner les implications qui en découlent, il faut bien comprendre la spécificité du conflit ukrainien[1] :

- c'est d'abord un conflit local, pouvant certes dégénérer en conflit régional, motivé par une forme de crispation néo-impérialiste ou néocoloniale du côté russe, une volonté d'affirmation nationale du côté ukrainien ;
- ce conflit est aussi conçu par les dirigeants russes – et sans doute chinois – comme un coup de boutoir contre l'ordre mondial encore dominé par les Occidentaux.

On peut donc dire : **conflit en Europe, crise mondiale**.

C'est d'ailleurs ainsi que l'administration Biden perçoit la guerre en Ukraine, en ayant la Chine en ligne de mire : il s'agit pour Washington d'affaiblir un allié majeur de Pékin et d'adresser à la Chine un signal de la capacité de réaction des Occidentaux (dans l'hypothèse bien sûr d'une attaque chinoise contre Taïwan). Sans pour autant mener une « guerre totale » au régime russe comme l'a suggéré le Président Biden au New York Times.

2. La France était-elle bien préparée à l'épreuve de vérité que constitue cette guerre ?

En un sens, oui : d'une part parce que le Président Macron plaide depuis cinq ans pour une Europe forte, plus résiliente et capable de jouer un rôle géopolitique ; la France n'avait pas baissé la garde s'agissant de sa propre défense (+ 1,7 milliard d'euros par an depuis 2019 dans le cadre de la Loi de programmation militaire). D'autre part parce que le « format Normandie » (enceinte de négociation

1 « Ukraine : la guerre de Vladimir Poutine pour changer le monde », Institut Montaigne, 15 avril 2022.

Allemagne-France-Russie-Ukraine) lui a permis de jouer un rôle dans la phase de montée de la crise.

La France a cependant été handicapée par son tropisme sur la Russie, vis-à-vis de laquelle elle privilégiait le dialogue, contrairement au tropisme inverse de pays comme la Pologne, les Européens du Nord ou les États baltes – et, à l'extérieur de l'UE, du Royaume-Uni. La perception générale en Europe est que les événements ont donné raison à la « ligne dure ». De même, l'appréciation française sur l'OTAN – une organisation privée de sa raison d'être dès lors que la Russie ne constitue plus une menace – se trouve prise à revers par la guerre au centre de l'Europe.

Il est intéressant à cet égard de contraster la situation de la France avec celle de deux de ses grands partenaires. Le Royaume-Uni – qui n'a pas hésité à surjouer sa main – était bien positionné pour jouer un rôle de *leader*, à la fois du fait de ses capacités militaires et de renseignement (plus grande capacité immédiate à aider l'Ukraine que la France), et du fait de sa perception lucide de la Russie. L'Allemagne voit au contraire son modèle touché de plein fouet ; celui-ci reposait en effet sur une dépendance à l'égard de la Russie sur le plan énergétique, la dépendance vis-à-vis de la Chine pour ses exportations et la dépendance à l'égard des États-Unis pour sa sécurité.

Plus de trois mois après le début de la guerre, le Président Macron a-t-il raison de continuer à « parler à Poutine » ? Avec quelques-uns de ses pairs, il est sans doute le seul à pouvoir juger des gains éventuels du maintien du dialogue ; c'est un fait que le « coût réputationnel » pour lui est élevé, de même que le risque de malentendu sur la cohésion occidentale. Faute de résultats tangibles, il est à craindre que les inconvénients l'emportent sur les avantages. **Cependant, ne faudra-t-il pas un jour négocier avec Vladimir Poutine pour arrêter la guerre ?** Oui sans doute, le jour où les conditions seront réunies ; cela n'implique pas nécessairement qu'il faille d'ici là s'exposer dans une « liaison dangereuse » dont il serait opportun de réévaluer à chaque étape le bilan effectif (les discussions en cours autour de la levée du blocus d'Odessa constitueront un test important).

3. Quelles autres premières leçons peut-on à ce stade tirer de la situation créée par la guerre ?

• L'Occident a répondu avec une cohésion et une force inattendues

Le lien transatlantique notamment a bien fonctionné. Deux points méritent en particulier d'être notés. D'une part, les États-Unis se sont fortement engagés, tout en laissant les Européens jouer leur propre partie. D'autre part, l'UE a su prendre très vite ses responsabilités, en matière de sanctions, d'aide à l'Ukraine et maintenant de soutien au réarmement des États membres (cf. agenda de Versailles, poursuivi lors du Conseil européen des 30-31 mai). On n'ose imaginer ce qui se serait produit sous une administration Obama ou sous une administration Trump.

Cependant, il reste à voir si « le retour de l'Occident » se prolongera dans la durée. Plus le conflit dure plus des sujets de divergence peuvent apparaître : buts de guerre, partage du fardeau, attitude vis-à-vis de la Russie, conséquences pour l'avenir ; d'ores et déjà, s'agissant de l'Union européenne, la poursuite de la politique de sanctions a fait entrer les États membres dans une zone de tensions (même si le Conseil Européen des 30 et 31 mai a pu surmonter les désaccords sur l'embargo sur le pétrole). Enfin, l'explosion de l'inflation dans certains pays – non pas provoquée par la guerre mais aggravée par les effets de celle-ci – risque de contribuer à une inévitable « *Ukraine fatigue* » au fur et à mesure que le temps passe.

• Les équilibres intra-européens se trouvent bouleversés

Dans l'immédiat, la menace venant de l'Est prend le pas sur celle du Sud ; le couple franco-allemand apparaît suspect de manque de fermeté – voire de passivité – vis à-vis de la Russie ; la Pologne semble réhabilitée malgré ses atteintes à l'État de droit. Si l'on remonte au débat sur l'élargissement de l'UE de 2004, c'est plutôt la ligne des « nouveaux États membres » qui semble dominer sur les grands sujets : avenir de la sécurité européenne, réforme institutionnelle, élargissements, attitude vis-à-vis de Moscou – c'est moins le cas sur la transition énergétique.

Sur tous ces pans de la politique européenne, il apparaît en effet que des révisions fondamentales sont nécessaires. Un des points d'entrée de la problématique actuelle tient à la nécessité d'apporter une réponse – qui ne soit pas négative – à la demande d'adhésion de l'Ukraine[2], et par contrecoup de la Moldavie et de certains États des Balkans.

• Le Sud global n'est pas sur la ligne de l'Occident

Un décalage entre les Occidentaux et les grands émergents s'était déjà manifesté lors de la crise ukrainienne de 2014 et de la crise syrienne. Ce décalage se retrouve aujourd'hui, encore plus manifeste compte tenu de la gravité de l'agression russe et aussi de la distance prise à l'égard des positions de l'Ouest par des acteurs aussi importants que l'Inde et les pays du Golfe.

Ce ne sont pas les votes aux Nations Unies qui apparaissent les plus significatifs mais deux autres critères. D'abord, le refus des puissances émergentes de contribuer à la stratégie d'isolement politique et d'affaiblissement économique de la Russie ; il en résultera inévitablement des « trous dans la raquette » dans la stratégie occidentale. Ensuite, le succès de la Russie dans la bataille des narratifs. Ainsi, dans beaucoup d'opinions du Sud global, il va presque de soi que Poutine a été obligé d'intervenir en Ukraine pour prévenir une menace de l'OTAN[3]. De même, les effets négatifs de la guerre en termes de sécurité alimentaire ou de pénuries diverses seront portés au débit des Occidentaux ; ils viendront accroître le ressentiment provoqué par « l'égoïsme de l'Occident » dans l'affaire de la pandémie.

Il résulte de ces différents points une conséquence à long terme importante : Vladimir Poutine – et sans doute Xi Jinping – ont toute chance de se sentir encouragés à poursuivre dans la durée le combat contre un « Occident collectif », dont ils peuvent penser qu'il ne dispose plus d'appuis sûrs dans le « reste du monde ».

• La guerre constitue un facteur supplémentaire de fragilisation de la mondialisation

La guerre en Ukraine risque en effet d'amplifier les effets de frein déjà à l'œuvre à la suite de la pandémie. Et cela notamment en raison de trois facteurs : la polarisation politique accrue et le risque d'un effet de contagion sur les flux économiques ; le jeu des sanctions et des contre-sanctions, s'ajoutant aux effets de la guerre, qui affectent d'ores et déjà le commerce mondial, la sécurité alimentaire, et les chaînes de valeur ; enfin, le dilemme devant lequel se trouvent placés les décideurs chinois : si elle devait faire le choix de contourner les sanctions américaines vis-à-vis de la Russie, la Chine s'exposerait à des sanctions américaines très lourdes mettant cette fois sérieusement en cause la mondialisation.

2 Sous présidence française du Conseil de l'Union européenne, soit avant le Conseil européen des 23 et 24 juin.
3 Les déclarations de Lula sont à cet égard révélatrices.

II

QUEL SCÉNARIO POUR L'AVENIR ?

Tant de fausses prévisions ont été démenties dans cette crise que l'on hésite à spéculer sur les contours d'une fin de partie. Peut-être convient-il d'aller au-delà de la fin de partie elle-même, pour envisager le « jour d'après », en avançant alors une hypothèse centrale.

• Une Russie diminuée mais dangereuse

Cette hypothèse centrale, c'est la probabilité d'une Russie sortant affaiblie de l'aventure dans laquelle Vladimir Poutine l'a jetée. On voit mal le scénario dans lequel une réconciliation avec l'Occident pourrait se produire, et donc un relâchement massif des pressions occidentales sur l'économie russe (sanctions et contrôle aux exportations). Une Russie diminuée, dans ses moyens mais aussi dans son statut (dépendance accrue à l'égard de la Chine, prestige en berne), ne signifie pas une Russie plus pacifique mais très probablement le contraire, au moins aussi longtemps que Poutine et son clan seront au pouvoir. Sur ce point, il serait illusoire de tabler sur un « changement de régime » à Moscou avant des années.

En Ukraine même, on peut craindre un règlement imparfait, bancal, qu'il y ait accord de paix ou simple cessez-le-feu – voire absence de conclusion. Dans un cas comme dans l'autre, les armes se tairaient peut-être, mais les villes ukrainiennes resteraient à portée de missiles d'une Russie frustrée, animée d'un esprit de revanche, et qui conserverait de multiples moyens de pression (cyber et autres) sur l'ensemble de la région. Dans le « reste du monde », le même esprit de revanche s'appliquera et devrait déboucher sur un durcissement de la compétition Est-Ouest, une accentuation de la polarisation politique à l'échelon global.

• Le jeu des autres acteurs

Les modalités de réalisation de cette hypothèse dépendront bien entendu de multiples facteurs. Les leçons que la Chine tirera de la guerre constituent le premier de

ces facteurs. Verra-t-elle dans les développements en cours un signal de la nécessité de modérer sa rivalité avec les États-Unis ? Ou, au contraire, considérera-t-elle que le rapport des forces continue à évoluer en sa faveur ? Pour l'instant, elle engrange la satisfaction de voir l'attention de l'Amérique distraite de son « pivot asiatique », mais attend vraisemblablement de voir sur quels résultats le pari risqué de Vladimir Poutine débouchera.

Parmi les autres acteurs, on a vu l'importance que pourrait revêtir l'attitude des grands émergents. On peut s'attendre à ce que ceux-ci refusent le plus possible d'entrer dans la polarisation politique, mais défendent leurs intérêts économiques et de sécurité de manière transactionnelle, au cas par cas, en fonction de ce que les deux camps pourront leur offrir. La stratégie américaine, enfin, si tant est qu'elle puisse faire preuve de continuité, aura bien sûr un impact important. Il est certain que les États-Unis ne renonceront pas à leur « pivot vers l'Asie ». Mais, dans le contexte du choc de la guerre en Ukraine, sont-ils prêts à un rééquilibrage de la relation transatlantique ? Sauront-ils gérer l'attitude des émergents ? Comment les responsables américains appréhenderont-ils le triangle États-Unis-Chine-Russie ?

III

QUELLE POLITIQUE POUR LA FRANCE ?

Le cours à venir de la guerre peut encore beaucoup modifier bien des paramètres. Cependant, les éléments d'analyse qui précèdent conduisent à présenter d'ores et déjà les suggestions d'orientation suivantes.

1. En Europe

La réélection d'Emmanuel Macron et la phase d'apprentissage de la coalition allemande devraient en toute logique conforter la France dans un rôle de *leader* naturel de l'Europe. Or, les échos défavorables provoqués par les propositions du Président dans son discours du 9 mai à Strasbourg – si mesurées et pertinentes qu'elles aient pu être – doivent par exemple alerter les autorités françaises.

Le double débat sur la Russie et sur les questions institutionnelles peut en effet placer la France dans une position perdante. Il est à relever en particulier que le concept de « communauté politique européenne » – pourtant du même ordre que des propositions d'Enrico Letta ou de Mario Draghi – a été interprété comme une manœuvre dilatoire de plus de la part de Français systématiquement hostiles à tout élargissement. Il en a été de même sur le constat réaliste fait par Emmanuel Macron sur le temps que prendra l'admission de l'Ukraine[4].

PROPOSITION N° 1

Consolider un rôle de *leader* pour la France.

4 Encore, le président de la République ne faisait-il pas état d'une difficulté pourtant évidente, celle d'intégrer un État qui n'a pas résolu le problème de ses frontières.

C'est peut-être la priorité qui s'impose aux autorités françaises. Cela passe par une méthode privilégiant la concertation préalable sur le discours prescriptif, ou encore par une clarification de nos positions pour les faire apparaître comme des contributions à la recherche d'un nouveau consensus européen. La « communauté politique européenne » doit impérativement apparaître comme ne faisant pas obstacle aux accessions, voire favorisant celles-ci. Cela passe surtout par des gages à donner à nos partenaires sur deux points névralgiques pour eux : la fermeté à l'égard de la Russie et la reconnaissance du rôle central de l'OTAN pour la défense du continent.

De la même manière, la France a intérêt à se présenter comme une alliée de l'Ukraine dans sa demande d'accession, loin de l'image qu'elle renvoie aujourd'hui. Ce pourrait être l'objet d'un déplacement du président de la République en Ukraine, qui pourrait comporter une étape à Odessa. Cette ville représente en effet un enjeu déterminant, tant pour la viabilité économique de l'Ukraine que pour l'approvisionnement en céréales d'un certain nombre de pays. Elle est de surcroît un enjeu symbolique majeur pour l'Europe.

PROPOSITION N° 2

Se mettre en posture de négociation.

Si la France est capable de réduire le malentendu avec ses partenaires sur les points qui précèdent, elle sera d'autant plus en mesure d'utiliser la candidature de l'Ukraine et les autres changements nécessaires dans la politique européenne comme des leviers. À titre d'exemples, les négociateurs français devraient être en meilleure position pour obtenir un renforcement de la zone euro, un alignement de la Pologne sur les normes européennes en matière d'État de droit, ou, sur le plan énergétique, des progrès dans la valorisation du nucléaire civil – sauf à substituer à la dépendance énergétique à l'égard de la Russie une dépendance aux voitures électriques chinoises, d'une part, et au gaz américain, d'autre part.

La géographie des coalitions intra-européennes peut d'ailleurs évoluer sur de tels dossiers : Volodymyr Zelensky ne peut-il être un allié dans notre combat pour l'État de droit et l'indépendance de la justice ? Sur le nucléaire comme élément d'une stratégie de sortie de la dépendance aux hydrocarbures russes, ne peut-on envisager une coalition incluant la Pologne et, hors de l'UE, le Royaume-Uni ?

PROPOSITION N° 3

Clarifier notre conception de l'Europe de la défense.

Pour beaucoup d'observateurs, la guerre en Ukraine signifie que l'Europe de la défense n'aura pas lieu et que la défense de l'Europe se fera par l'OTAN. Il appartient donc aux autorités françaises, une fois reconnu le caractère central de l'OTAN, de préciser la contribution propre de l'Union européenne. Ainsi, l'accent pourrait être mis sur la vocation de l'UE à contribuer, en articulation avec l'OTAN, au financement des efforts nationaux de défense et à l'émergence d'une base industrielle et technologique de défense européenne.

2. Dans le grand jeu global

Les Européens et la France peuvent se trouver, dans le grand jeu global, face à une sorte d'effet de ciseau. D'un côté, c'est dans une large mesure sur eux que reposera la lutte contre les dommages collatéraux de la guerre en Ukraine pour le monde en développement, comme on le voit d'ores et déjà sur les risques de pénurie alimentaire (cf. l'initiative FARM pilotée par l'Union européenne). D'un autre côté, l'Europe est menacée d'une forme de « provincialisation », à la fois parce qu'elle devra se concentrer sur ses problèmes internes, et parce que les grands acteurs tels que la Chine, les États-Unis ou certains émergents ne l'attendront pas pour procéder aux aménagements stratégiques qu'ils jugeront nécessaires.

Par ailleurs, un chemin de crête difficile se présente aux Européens entre la nécessité de contrer le narratif de l'axe russo-chinois et le refus (justifié) de « guerrefroidiser » la relation avec le Sud global. La France, plus apte que d'autres peut-être à trouver le juste milieu en ce domaine, souffre du handicap que constitue dans la situation actuelle les revers de sa politique africaine.

PROPOSITION N° 4

Mener la bataille des récits.

Il ne faut pas se faire d'illusions sur la possibilité de faire bouger par des discours les perceptions dans les pays émergents. C'est plutôt par des politiques concrètes – aide au développement, aide à l'adaptation au changement climatique, prise en compte de certains griefs plus politiques (cf. le conflit israëlo-palestinien reste un élément matriciel du reproche de « deux poids deux mesures ») – que l'Europe peut se faire entendre, sous réserve qu'elle assure mieux sa communication. La bataille pour éviter de vastes famines de l'autre côté de la Méditerranée à cause de l'interruption des livraisons de blé provenant d'Ukraine sera décisive.

Pour autant, il ne faut pas laisser à d'autres le champ du narratif, surtout dans un monde global où les difficultés qui affectent l'Europe peuvent susciter une réelle *Schadenfreude*. De ce point de vue, pour beaucoup d'observateurs, le Président Macron a peut-être un avantage comparatif (longtemps architecte d'une politique de la main tendue à la Russie et chantre du multilatéralisme) qu'il pourrait utiliser par des interviews à de grands médias du Sud global.

PROPOSITION N° 5

Garantir la stabilité de la mondialisation.

Il est clair que la grille d'analyse « autoritarismes contre démocraties », justifiée face aux opinions occidentales, n'apporte pas une solution dans le dialogue avec les pays du Sud. Pour ceux-ci, la guerre en Ukraine est un « problème d'Occidentaux » et non « un problème global ». Cette grille d'analyse fait plutôt le jeu du discours « l'Ouest contre le reste » porté par Moscou et Pékin. La politique de sanctions fait l'unanimité contre elle. Une piste pour contourner la difficulté serait de réexaminer l'approche européenne de la gouvernance globale à l'aune d'une préoccupation fondamentale des États du Sud, qui est de ne pas subir les conséquences du conflit. Dès lors, un effort pourrait être fait pour que les Occidentaux apparaissent aux yeux du Sud global comme ceux qui garantissent la stabilité de la mondialisation – en tentant notamment de limiter les effets pour d'autres, lorsque c'est possible, des mesures restrictives aux échanges économiques et autres. Ce pourrait être le rôle du G7 – exactement à l'inverse des habits d'« OTAN économique » que Mme Truss, la Secrétaire aux Affaires étrangères britannique, voudrait lui voir endosser.

En préalable, il serait opportun que les autorités françaises dépêchent des émissaires auprès de certaines capitales du Sud afin de mieux comprendre leurs préoccupations – et de démontrer l'importance que la France y attache.

PROPOSITION N° 6

Refonder les alliances occidentales.

Le repositionnement de la stratégie américaine vers l'Indopacifique impliquait depuis des années un nouveau partage des responsabilités avec les Américains – en Europe, certes, mais aussi sur d'autres théâtres (Afrique, Proche-Orient, Indopacifique), si au moins les grands États européens veulent continuer à avoir une empreinte globale. Il est préoccupant de constater de ce point de vue que les États-Unis ne voient pas spontanément un rôle particulier pour la France en Indopacifique (cf. AUKUS) ou qu'ils restructurent leur présence militaire au Proche-Orient dans un format Israël-pays des Accords d'Abraham, sans impliquer leurs alliés français ni même britanniques.

Il faut espérer qu'un redressement des efforts de défense en Europe ouvre la voie à une discussion stratégique sur ces sujets entre les États-Unis, leurs grands alliés européens (cf. le Quad de l'époque de la guerre froide), et peut-être aussi les membres du Quad Indopacifique (États-Unis, Japon, Australie, Inde). Sur ce terrain, le Président Macron garde l'avantage d'apparaître *a priori* comme le principal interlocuteur en Europe du Président Biden (ni Boris Johnson ni Olaf Scholz n'ont la même capacité d'entraînement).

3. À plus long terme, face à la Russie

On n'a peut-être pas assez remarqué qu'en dénonçant préventivement les plans russes en Ukraine (par le partage du renseignement), les Américains ont privé Poutine de son outil habituel d'un maintien de l'ambiguïté sur ses objectifs réels – outil qui avait contribué à la paralysie des Occidentaux en Syrie par exemple. En retenant l'option d'une attaque massive, le Président russe achevait de révéler son dessein profond, à savoir l'annihilation de l'Ukraine comme État souverain. La France doit donc marquer sans ambiguïté qu'elle fera obstacle comme ses alliés et partenaires à une victoire russe.

PROPOSITION N° 7

Réviser notre posture de défense[5].

Les échecs de la campagne russe ont validé les hypothèses occidentales sur les conditions du succès d'une opération militaire : qualité du renseignement, domination aérienne, précision des frappes. La guerre en Ukraine donne aussi raison aux analyses qui mettaient en avant le retour des conflits « de haute intensité ». Elle a mis en relief certaines lacunes des dispositifs européens et notamment français, s'agissant par exemple des drones de combat, de la défense élargie antiaérienne et anti-missiles, ou encore de l'insuffisance des stocks et du manque de flexibilité des chaînes de production d'armement.

Le changement d'environnement stratégique est d'une ampleur comparable à celui qui s'était produit à la fin de la guerre froide. L'élaboration d'un Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale apparaît donc justifiée. Il est difficile d'échapper à une interrogation sur le réalisme stratégique du maintien de l'objectif des 2 % du PIB consacrés aux dépenses de défense – surtout si l'on veut à la fois faire face à la menace russe en Europe et, pour éviter le risque de « provincialisation », maintenir une empreinte militaire en Indopacifique et sur certains autres théâtres.

PROPOSITION N° 8

Penser à nouveaux frais la question nucléaire.

L'« ambiancement nucléaire » délibérément choisi par Vladimir Poutine pour accompagner la guerre en Ukraine interroge. Les Européens n'ont aucun intérêt à se rallier à l'idée que « le nucléaire ne dissuade que le nucléaire » ou encore moins à celle d'un abaissement du seuil du nucléaire. Trois développements retiennent toutefois l'attention : contrairement à la situation lors de la guerre froide, la supériorité conventionnelle sur le théâtre européen paraît désormais du côté des Occidentaux ; la guerre en Ukraine illustre la théorie d'une « sanctuarisation agressive » grâce à la possession de l'arme nucléaire ; ce dernier point – au moment même où la possibilité d'un accord nucléaire avec l'Iran paraît s'éloigner – implique une nouvelle impulsion à la prolifération des armes nucléaires.

5 Les observations de cette note sur ce point sont sans préjudice des conclusions d'un travail en cours par le groupe de défense de l'Institut Montaigne pour actualiser les propositions du rapport établi en février 2021 sous la présidence de Bernard Cazeneuve et de Nicolas Baverez. Ce travail aboutira dans le courant du mois de juillet.

PROPOSITION N° 9

Savoir se taire sur la Russie.

Était-il opportun, comme l'a fait le Secrétaire américain à la Défense, de préciser les buts de guerre des Occidentaux ? Ce qui paraît en tout cas essentiel, d'un point de vue européen, c'est d'afficher clairement que l'agresseur ne doit en aucun cas l'emporter. Dans le même ordre d'idée, **il serait dangereux pour les dirigeants français d'envisager de reprendre, une fois le conflit terminé, le fil de leur proposition d'architecture de sécurité européenne négociée avec Moscou**. Ils ont intérêt à marquer clairement qu'ils ont compris qu'une page est jusqu'à nouvel ordre tournée sur ce point. En revanche, dans un scénario post conflit, la mise en place de canaux de communication et de mesures de retenue réciproque et de transparence pourrait être utile pour éviter des erreurs de calcul. C'est toutefois le genre de dispositif qui devrait faire l'objet d'une concertation au préalable entre alliés et partenaires avant de soumettre des idées à la Russie.

Est-il sage par ailleurs de spéculer publiquement sur les contours d'un éventuel règlement de paix ? La réponse est non. M. Kissinger s'y est brûlé les doigts dans ses propos à Davos. C'est l'état des forces sur le terrain qui dictera le champ possible d'une éventuelle négociation. Le président de la République et le Chancelier Scholz ont eu cependant raison lors de leur communication avec Vladimir Poutine du 28 mai d'exiger un cessez-le-feu et un retrait des forces russes, ce qui indique une volonté a priori de ne pas accepter des conquêtes russes. Sur le plan de la méthodologie, si un accord russo-ukrainien devait impliquer des « garanties de sécurité » de puissances extérieures, il pourrait se révéler opportun que des négociations entre Kiev et Moscou s'élargissent aux membres permanents du Conseil de sécurité (voire à d'autres dans un second temps). Une proposition en ce sens du P3 (France, Royaume-Uni, États-Unis) pourrait être confidentiellement transmise aux deux parties.

CONCLUSION

Beaucoup d'éléments d'analyse conduisent à penser que l'Europe risque de sortir profondément blessée de cette secousse géopolitique. Blessée économiquement, mais aussi politiquement, psychologiquement et au fond sur un plan philosophique : c'est son modèle de civilisation qui est mis en cause. Son unité risque de se trouver ébranlée, mais aussi sa confiance en elle, sa volonté d'autonomie, et en définitive sa marge de choix compte tenu du poids que vont prendre les considérations de sécurité. Face à ce qui s'annonce comme une nouvelle « crise de la conscience européenne », la France a intérêt à réfléchir en profondeur à l'adaptation de son projet pour le continent – et d'abord à son mode de relation avec ses partenaires. Cette note ne peut constituer à cet égard qu'une première contribution à cette nécessaire réflexion.

REMERCIEMENTS

L'auteur remercie tout particulièrement **Mahaut de Fougières**, responsable du programme Politique internationale, **Anissa Nabi**, assistante chargée d'études au sein du programme Politique internationale, et **Georgina Wright**, directrice du programme Europe à l'Institut Montaigne. Il remercie également toute l'équipe de communication de l'Institut Montaigne pour leur aide dans la publication de cette note.

Ce travail résulte de nombreux contacts, et notamment d'une consultation approfondie d'une vingtaine de personnalités et d'experts. L'auteur leur exprime sa vive reconnaissance.

LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT MONTAIGNE

- L'avenir se joue dans les quartiers pauvres (juin 2022)
- Du permis à l'emploi : roulez jeunesse (mai 2022)
- Santé : faire le pari des territoires (mai 2022)
- Infrastructures de transport : vers le futur et le durable ! (avril 2022)
- China Trends #12 – Ukraine : un narratif chinois pro-russe gravé dans le marbre ? (mars 2022)
- Géopolitique et technologie : le tournant de la stratégie européenne (mars 2022)
- Reconversion professionnelle : pour le meilleur et pour l'avenir (février 2022)
- Droit du travail : 18 idées pour le prochain quinquennat (février 2022)
- Baromètre européen des impôts de production 2022 (février 2022)
- Xi Jimping, un ordolibéral : les marges de croissance de la Chine en 2022 (février 2022)
- Logement : rebâtir nos ambitions (février 2022)
- Une jeunesse plurielle – Enquête sur les 18-24 ans (février 2022)
- Aviation décarbonée : embarquement immédiat (janvier 2022)
- Cinq ans pour faire progresser la France des ETI (janvier 2022)
- 2022-2027 : quelles perspectives pour les finances publiques ? (janvier 2022)
- Santé 2022 : tout un programme (janvier 2022)
- China Trends #11 – Une ouverture à la carte : les investissements directs étrangers en Chine (décembre 2021)
- Transports du quotidien : en route vers le sans carbone ! (décembre 2021)
- La présidence française de l'Union européenne à la loupe (décembre 2021)
- Europe-Inde : quelles ambitions face à la Chine ? (décembre 2021)
- Réinvestir le secteur bancaire européen (novembre 2021)
- Une France convalescente, une France du « proche » Baromètre des Territoires 2021 (novembre 2021)
- China Trends n° 10 – Comment l'intelligence artificielle transformera la Chine (novembre 2021)
- Prix Interne du Carbone : une solution qui tombe à PIC pour les entreprises ? (novembre 2021)
- En campagne pour l'agriculture de demain (octobre 2021)
- La France dans le bouleversement du monde (octobre 2021)
- Automobile : feu vert pour une industrie durable (octobre 2021)
- Innovation française : nos incroyables talents (octobre 2021)
- Parcours patient : parcours du combattant ? (septembre 2021)
- Europe : agir ensemble pour la décarbonation (septembre 2021)
- Quelle Allemagne après Merkel ? (septembre 2021)
- Quinquennat Macron : le grand décryptage (août 2021)
- China Trends n° 9 – Une Chine décarbonée est-elle possible ? (juillet 2021)
- Villes : à vos données ! (juillet 2021)
- Vu de Pékin : le rebond de l'économie chinoise (juin 2021)

- Régions : le renouveau de l'action publique ? (juin 2021)
- La stabilité du Maghreb, un impératif pour l'Europe (mai 2021)
- Bien-vieillir : faire mûrir nos ambitions (mai 2021)
- Relance en Afrique : quel rôle pour les entreprises (mai 2021)
- Religion au travail : croire au dialogue – Baromètre du Fait Religieux en Entreprise (mai 2021)
- Fintech chinoise : l'heure de la reprise en main (avril 2021)
- Enseignement supérieur et recherche : il est temps d'agir ! (avril 2021)
- Filière santé : gagnons la course à l'innovation (mars 2021)
- Rééquilibrer le développement de nos territoires (mars 2021)
- China Trends n° 8 – L'armée chinoise en Asie : puissance et coercition (février 2021)
- Repenser la défense face aux crise du 21e siècle (février 2021)
- Les militants du djihad (janvier 2021)
- Compétitivité de la vallée de la Seine : comment redresser la barre ? (janvier 2021)
- Semi-conducteurs : la quête de la Chine (janvier 2021)
- Vaccination en France : l'enjeu de la confiance (décembre 2020)
- Santé mentale : faire face à la crise (décembre 2020)
- Construire la métropole Aix-Marseille-Provence de 2030 (novembre 2020)
- Allemagne-France : pour une politique européenne commune à l'égard de la Chine (novembre 2020)
- Plan de relance : répondre à l'urgence économique (novembre 2020)
- Réformer les retraites en temps de crise (octobre 2020)
- Les quartiers pauvres ont un avenir (octobre 2020)
- Trump ou Biden – comment reconstruire la relation transatlantique ? (octobre 2020)
- Le capitalisme responsable : une chance pour l'Europe (septembre 2020)
- Rebondir face au Covid-19 : neuf idées efficaces en faveur de l'emploi (septembre 2020)
- Un virus clarificateur L'impact du Covid-19 sur la politique étrangère de la France (juin 2020)
- Les entreprises françaises en Afrique face à la crise du Covid-19 (juin 2020)
- Transatlantic Trends 2020 (juillet 2020)
- Europe's Pushback on China (juin 2020)
- E-santé : augmentons la dose ! (juin 2020)
- Dividende carbone : une carte à jouer pour l'Europe (juin 2020)
- L'action publique face à la crise du Covid-19 (juin 2020)
- Seine-Saint-Denis : les batailles de l'emploi et de l'insertion (mai 2020)
- Rebondir face au Covid-19 : relançons l'investissement (mai 2020)
- Rebondir face au Covid-19 : l'enjeu du temps de travail (mai 2020)
- Internet : le péril jeune ? (avril 2020)
- Covid-19 : l'Asie orientale face à la pandémie (avril 2020)
- Algorithmes : contrôle des biais S.V.P. (mars 2020)
- Retraites : pour un régime équilibré (mars 2020)
- Espace : le réveil de l'Europe ? (février 2020)

- Données personnelles : comment gagner la bataille ? (décembre 2019)
- Transition énergétique : faisons jouer nos réseaux (décembre 2019)
- Religion au travail : croire au dialogue – Baromètre du Fait Religieux Entreprise 2019 (novembre 2019)
- Taxes de production : préservons les entreprises dans les territoires (octobre 2019)
- Médicaments innovants : prévenir pour mieux guérir (septembre 2019)
- Rénovation énergétique : chantier accessible à tous (juillet 2019)
- Agir pour la parité : performance à la clé (juillet 2019)
- Pour réussir la transition énergétique (juin 2019)
- Europe-Afrique : partenaires particuliers (juin 2019)
- Media polarization « à la française » ? Comparing the French and American ecosystems (mai 2019)
- L'Europe et la 5G : le cas Huawei (partie 2, mai 2019)
- L'Europe et la 5G : passons la cinquième ! (partie 1, mai 2019)
- Système de santé : soyez consultés ! (avril 2019)
- Travailleurs des plateformes : liberté oui, protection aussi (avril 2019)
- Action publique : pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple (mars 2019)
- La France en morceaux : baromètre des Territoires 2019 (février 2019)
- Énergie solaire en Afrique : un avenir rayonnant ? (février 2019)
- IA et emploi en santé : quoi de neuf docteur ? (janvier 2019)
- Cybermenace : avis de tempête (novembre 2018)
- Partenariat franco-britannique de défense et de sécurité : améliorer notre coopération (novembre 2018)
- Sauver le droit d'asile (octobre 2018)
- Industrie du futur, prêts, partez ! (septembre 2018)
- La fabrique de l'islamisme (septembre 2018)
- Protection sociale : une mise à jour vitale (mars 2018)
- Innovation en santé : soignons nos talents (mars 2018)
- Travail en prison : préparer (vraiment) l'après (février 2018)
- ETI : taille intermédiaire, gros potentiel (janvier 2018)
- Réforme de la formation professionnelle : allons jusqu'au bout ! (janvier 2018)
- Espace : l'Europe contre-attaque ? (décembre 2017)
- Justice : faites entrer le numérique (novembre 2017)
- Apprentissage : les trois clés d'une véritable transformation (octobre 2017)
- Prêts pour l'Afrique d'aujourd'hui ? (septembre 2017)
- Nouveau monde arabe, nouvelle « politique arabe » pour la France (août 2017)
- Enseignement supérieur et numérique : connectez-vous ! (juin 2017)
- Syrie : en finir avec une guerre sans fin (juin 2017)
- Énergie : priorité au climat ! (juin 2017)
- Quelle place pour la voiture demain ? (mai 2017)

- Sécurité nationale : quels moyens pour quelles priorités ? (avril 2017)
- Tourisme en France : cliquez ici pour rafraîchir (mars 2017)
- L'Europe dont nous avons besoin (mars 2017)
- Dernière chance pour le paritarisme de gestion (mars 2017)
- L'impossible État actionnaire ? (janvier 2017)
- Un capital emploi formation pour tous (janvier 2017)
- Économie circulaire, réconcilier croissance et environnement (novembre 2016)
- Traité transatlantique : pourquoi persévérer (octobre 2016)
- Un islam français est possible (septembre 2016)
- Refonder la sécurité nationale (septembre 2016)
- Bremain ou Brexit : Europe, prépare ton avenir ! (juin 2016)
- Réanimer le système de santé - Propositions pour 2017 (juin 2016)
- Nucléaire : l'heure des choix (juin 2016)
- Un autre droit du travail est possible (mai 2016)
- Les primaires pour les Nuls (avril 2016)
- Le numérique pour réussir dès l'école primaire (mars 2016)
- Retraites : pour une réforme durable (février 2016)
- Décentralisation : sortons de la confusion / Repenser l'action publique dans les territoires (janvier 2016)
- Terreur dans l'Hexagone (décembre 2015)
- Climat et entreprises : de la mobilisation à l'action / Sept propositions pour préparer l'après-COP21 (novembre 2015)
- Discriminations religieuses à l'embauche : une réalité (octobre 2015)
- Pour en finir avec le chômage (septembre 2015)
- Sauver le dialogue social (septembre 2015)
- Politique du logement : faire sauter les verrous (juillet 2015)
- Faire du bien vieillir un projet de société (juin 2015)
- Dépense publique : le temps de l'action (mai 2015)
- Apprentissage : un vaccin contre le chômage des jeunes (mai 2015)
- Big Data et objets connectés. Faire de la France un champion de la révolution numérique (avril 2015)
- Université : pour une nouvelle ambition (avril 2015)
- Rallumer la télévision : 10 propositions pour faire rayonner l'audiovisuel français (février 2015)
- Marché du travail : la grande fracture (février 2015)
- Concilier efficacité économique et démocratie : l'exemple mutualiste (décembre 2014)
- Résidences Seniors : une alternative à développer (décembre 2014)
- Business schools : rester des champions dans la compétition internationale (novembre 2014)
- Prévention des maladies psychiatriques : pour en finir avec le retard français (octobre 2014)
- Temps de travail : mettre fin aux blocages (octobre 2014)
- Réforme de la formation professionnelle : entre avancées, occasions manquées et pari financier (septembre 2014)

- Dix ans de politiques de diversité : quel bilan? (septembre 2014)
- Et la confiance, bordel? (août 2014)
- Gaz de schiste : comment avancer (juillet 2014)
- Pour une véritable politique publique du renseignement (juillet 2014)
- Rester le leader mondial du tourisme, un enjeu vital pour la France (juin 2014)
- 1 151 milliards d'euros de dépenses publiques : quels résultats? (février 2014)
- Comment renforcer l'Europe politique (janvier 2014)
- Améliorer l'équité et l'efficacité de l'assurance-chômage (décembre 2013)
- Santé : faire le pari de l'innovation (décembre 2013)
- Afrique-France : mettre en œuvre le co-développement Contribution au XXVIe sommet Afrique-France (décembre 2013)
- Chômage : inverser la courbe (octobre 2013)
- Mettre la fiscalité au service de la croissance (septembre 2013)
- Vive le long terme! Les entreprises familiales au service de la croissance et de l'emploi (septembre 2013)
- Habitat : pour une transition énergétique ambitieuse (septembre 2013)
- Commerce extérieur : refuser le déclin
  Propositions pour renforcer notre présence dans les échanges internationaux (juillet 2013)
- Pour des logements sobres en consommation d'énergie (juillet 2013)
- 10 propositions pour refonder le patronat (juin 2013)
- Accès aux soins : en finir avec la fracture territoriale (mai 2013)
- Nouvelle réglementation européenne des agences de notation : quels bénéfices attendre? (avril 2013)
- Remettre la formation professionnelle au service de l'emploi et de la compétitivité (mars 2013)
- Faire vivre la promesse laïque (mars 2013)
- Pour un « New Deal » numérique (février 2013)
- Intérêt général : que peut l'entreprise? (janvier 2013)
- Redonner sens et efficacité à la dépense publique 15 propositions pour 60 milliards d'économies (décembre 2012)
- Les juges et l'économie : une défiance française? (décembre 2012)
- Restaurer la compétitivité de l'économie française (novembre 2012)
- Faire de la transition énergétique un levier de compétitivité (novembre 2012)
- Réformer la mise en examen Un impératif pour renforcer l'État de droit (novembre 2012)
- Transport de voyageurs : comment réformer un modèle à bout de souffle? (novembre 2012)
- Comment concilier régulation financière et croissance : 20 propositions (novembre 2012)
- Taxe professionnelle et finances locales : premier pas vers une réforme globale? (septembre 2012)
- Remettre la notation financière à sa juste place (juillet 2012)
- Réformer par temps de crise (mai 2012)
- Insatisfaction au travail : sortir de l'exception française (avril 2012)

- Vademecum 2007 – 2012 : Objectif Croissance (mars 2012)
- Financement des entreprises : propositions pour la présidentielle (mars 2012)
- Une fiscalité au service de la « social compétitivité » (mars 2012)
- La France au miroir de l'Italie (février 2012)
- Pour des réseaux électriques intelligents (février 2012)
- Un CDI pour tous (novembre 2011)
- Repenser la politique familiale (octobre 2011)
- Formation professionnelle : pour en finir avec les réformes inabouties (octobre 2011)
- Banlieue de la République (septembre 2011)
- De la naissance à la croissance : comment développer nos PME (juin 2011)
- Reconstruire le dialogue social (juin 2011)
- Adapter la formation des ingénieurs à la mondialisation (février 2011)
- « Vous avez le droit de garder le silence… » Comment réformer la garde à vue (décembre 2010)
- Gone for Good? Partis pour de bon?
  Les expatriés de l'enseignement supérieur français aux États-Unis (novembre 2010)
- 15 propositions pour l'emploi des jeunes et des seniors (septembre 2010)
- Afrique - France. Réinventer le co-développement (juin 2010)
- Vaincre l'échec à l'école primaire (avril 2010)
- Pour un Eurobond. Une stratégie coordonnée pour sortir de la crise (février 2010)
- Réforme des retraites : vers un big-bang? (mai 2009)
- Mesurer la qualité des soins (février 2009)
- Ouvrir la politique à la diversité (janvier 2009)
- Engager le citoyen dans la vie associative (novembre 2008)
- Comment rendre la prison (enfin) utile (septembre 2008)
- Infrastructures de transport : lesquelles bâtir, comment les choisir? (juillet 2008)
- HLM, parc privé. Deux pistes pour que tous aient un toit (juin 2008)
- Comment communiquer la réforme (mai 2008)
- Après le Japon, la France…
  Faire du vieillissement un moteur de croissance (décembre 2007)
- Au nom de l'Islam… Quel dialogue avec les minorités musulmanes en Europe? (septembre 2007)
- L'exemple inattendu des Vets
  Comment ressusciter un système public de santé (juin 2007)
- Vademecum 2007-2012 – Moderniser la France (mai 2007)
- Après Erasmus, Amicus. Pour un service civique universel européen (avril 2007)
- Quelle politique de l'énergie pour l'Union européenne? (mars 2007)
- Sortir de l'immobilité sociale à la française (novembre 2006)
- Avoir des leaders dans la compétition universitaire mondiale (octobre 2006)
- Comment sauver la presse quotidienne d'information (août 2006)
- Pourquoi nos PME ne grandissent pas (juillet 2006)
- Mondialisation : réconcilier la France avec la compétitivité (juin 2006)

- TVA, CSG, IR, cotisations… Comment financer la protection sociale (mai 2006)
- Pauvreté, exclusion : ce que peut faire l'entreprise (février 2006)
- Ouvrir les grandes écoles à la diversité (janvier 2006)
- Immobilier de l'État : quoi vendre, pourquoi, comment (décembre 2005)
- 15 pistes (parmi d'autres…) pour moderniser la sphère publique (novembre 2005)
- Ambition pour l'agriculture, libertés pour les agriculteurs (juillet 2005)
- Hôpital : le modèle invisible (juin 2005)
- Un Contrôleur général pour les Finances publiques (février 2005)
- Les oubliés de l'égalité des chances (janvier 2004 - Réédition septembre 2005)

Pour les publications antérieures se référer à notre site internet :
www.institutmontaigne.org

INSTITUT
MONTAIGNE

ABB FRANCE
ABBVIE
ACCENTURE
ACCURACY
ACTIVEO
ADECCO
ADEO
ADIT
AÉMA
AIR FRANCE - KLM
AIR LIQUIDE
AIRBUS
ALLEN & OVERY
ALLIANZ
ALVAREZ & MARSAL FRANCE
AMAZON
AMBER CAPITAL
AMUNDI
ANTIN INFRASTRUCTURE PARTNERS
ARCHERY STRATEGY CONSULTING
ARCHIMED
ARDIAN
ARQUUS
ASTRAZENECA
AUGUST DEBOUZY
AVRIL
AXA
BAKER & MCKENZIE
BEARINGPOINT
BESSÉ
BG GROUP
BNP PARIBAS
BOLLORÉ
BONA FIDÉ
BOUYGUES
BROUSSE VERGEZ
BRUNSWICK
CANDRIAM
CAPGEMINI
CAPITAL GROUP
CAREIT
CARREFOUR
CASINO
CHUBB
CIS
CISCO SYSTEMS FRANCE
CLIFFORD CHANCE
CLUB TOP 20
CMA CGM
CNP ASSURANCES
COHEN AMIR-ASLANI
COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM
CONSEIL SUPÉRIEUR DU NOTARIAT
CORRÈZE & ZAMBÈZE
CRÉDIT AGRICOLE
D'ANGELIN &CO.LTD
DASSAULT SYSTÈMES
DE PARDIEU BROCAS MAFFEI
DIOT SIACI
DOCTOLIB
ECL GROUP
EDENRED
EDF
EDHEC BUSINESS SCHOOL
EDWARDS LIFESCIENCES
EGIS
EKIMETRICS FRANCE
ELSAN
ENEDIS
ENGIE
EQT
ESL & NETWORK
EUROGROUP CONSULTING
FIVES
FONCIÈRE INEA
GETLINK
GIDE LOYRETTE NOUEL
GOJOB
GOOGLE
GROUPAMA
GROUPE BEL
GROUPE EDMOND DE ROTHSCHILD
GROUPE M6
GROUPE ORANGE
HAMEUR ET CIE
HENNER
HITACHI ENERGY FRANCE
HSBC CONTINENTAL EUROPE
IBM FRANCE
IFPASS
ING BANK FRANCE
INKARN
INSTITUT MÉRIEUX
INTERNATIONAL SOS
INTERPARFUMS
INTUITIVE SURGICAL
IONIS ÉDUCATION GROUP
IQO
ISRP
IZIWORK

SOUTIENNENT L'INSTITUT MONTAIGNE

INSTITUT
MONTAIGNE

JEANTET ASSOCIÉS
JOLT CAPITAL
KANTAR
KATALYSE
KEARNEY
KEDGE BUSINESS SCHOOL
KKR
KPMG S.A.
LA BANQUE POSTALE
LA COMPAGNIE FRUITIÈRE
LINEDATA SERVICES
L'ORÉAL
LOXAM
LVMH - MOËT-HENNESSY - LOUIS VUITTON
M.CHARRAIRE
MACSF
MAIF
MALAKOFF HUMANIS
MAREMMA
MAZARS
MCKINSEY & COMPANY FRANCE
MÉDIA-PARTICIPATIONS
MEDIOBANCA
MERCER
MERIDIAM
MICHELIN
MICROPORT CRM
MICROSOFT FRANCE
MITSUBISHI FRANCE S.A.S
MOELIS & COMPANY
MOODY'S FRANCE
NATIXIS
NESTLÉ
ODDO BHF
OLIVER WYMAN
ONDRA PARTNERS
ONEPOINT
ONET
OPTIGESTION
ORANO
ORTEC GROUP
OWKIN
PAI PARTNERS
PERGAMON
POLYTANE
PRODWARE
PRUDENTIA CAPITAL
PWC FRANCE & MAGHREB
RAISE
RAMSAY GÉNÉRALE DE SANTÉ
RANDSTAD
RATP
RELX GROUP
RENAULT
REXEL
RICOL LASTEYRIE
RIVOLIER
ROCHE
ROLAND BERGER
ROTHSCHILD & CO
RTE
SAFRAN
SANOFI
SAP FRANCE
SCHNEIDER ELECTRIC
SERVIER
SGS
SIA PARTNERS
SIEMENS ENERGY
SIER CONSTRUCTEUR
SNCF
SNCF RÉSEAU
SODEXO
SNEF
SPRINKLR
SPVIE
STAN
SUEZ
SYSTEMIS
TALAN
TECNET PARTICIPATIONS SARL
TEREGA
THE BOSTON CONSULTING GROUP
TILDER
TOFANE
TOTALENERGIES
UBS FRANCE
UNIBAIL-RODAMCO
VEOLIA
VERLINGUE
VINCI
VIVENDI
WAKAM
WAVESTONE
WENDEL
WILLIS TOWERS WATSON FRANCE
WORDAPPEAL
ZURICH

SOUTIENNENT L'INSTITUT MONTAIGNE

INSTITUT
MONTAIGNE

COMITÉ DIRECTEUR

PRÉSIDENT
Henri de Castries président, Institut Montaigne

MEMBRES
David Azéma associé, Perella Weinberg Partners
Emmanuelle Barbara *Senior Partner*, August Debouzy
Marguerite Bérard directrice des Réseaux France, BNP Paribas
Jean-Pierre Clamadieu président du Conseil d'Administration, ENGIE
Paul Hermelin président du Conseil d'administration, Capgemini
Marwan Lahoud président, Ace Capital Partners
Natalie Rastoin présidente, Polytane ; *Senior Advisor*, WPP
René Ricol président, Ricol Lasteyrie
Jean-Dominique Senard président du Conseil d'administration, Groupe Renault
Arnaud Vaissié président-directeur général, International SOS
Natacha Valla économiste ; doyenne de l'École de Management et d'Innovation, Sciences Po
Florence Verzelen directrice générale adjointe, Dassault Systèmes
Philippe Wahl président-directeur général, Groupe La Poste

PRÉSIDENT D'HONNEUR
Claude Bébéar fondateur et président d'honneur, AXA

Photo de couverture © BERTRAND GUAY / AFP

Imprimé en France
Dépôt légal : juin 2022
ISSN : 1771-6756

INSTITUT
MONTAIGNE

IL N'EST DÉSIR PLUS NATUREL QUE LE DÉSIR DE CONNAISSANCE

Guerre en Ukraine : nouvelle politique étrangère pour la France

Alors que la guerre est de retour en Europe, l'Occident a répondu répondu avec une cohésion et une force inattendues, tant en matière de soutien militaire à l'Ukraine qu'en termes de sanctions appliquées contre la Russie. Cependant, cette guerre bouleverse les équilibres au sein de l'Union européenne et revêt des conséquences importantes, notamment économiques, au-delà du Vieux continent.

Alors que l'UE risque de sortir de cette guerre profondément affaiblie sur les plans économique, politique, psychologique et même philosophique, la France a intérêt à réfléchir en profondeur à l'adaptation de son projet pour le continent. Cette note constitue une première contribution à cette nécessaire réflexion.

Rejoignez-nous sur :

Suivez chaque semaine notre actualité en vous abonnant à notre newsletter sur : www.institutmontaigne.org

Institut Montaigne
59, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. +33 (0)1 53 89 05 60
www.institutmontaigne.org

ISSN 1771-6756
JUIN 2022